

Les pesanteurs historiques et géopolitiques dans l'Est de la Méditerranée

Georges Corm

| Professeur à l'Institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

On pouvait croire lors de l'effondrement de l'URSS et du bloc soviétique en 1990 que des changements fondamentaux positifs allaient enfin pouvoir apaiser les conflits nombreux et violents que connaissait le Levant depuis l'expédition de Napoléon Bonaparte en Égypte en 1798. Ces conflits étaient de plusieurs ordres. D'abord ceux issus de la Première Guerre mondiale et du démantèlement de l'Empire ottoman, conflits largement liés aux ambitions des puissances coloniales européennes, ensuite ceux issus de la décolonisation puis de la rivalité américano-soviétique au Moyen-Orient durant la guerre froide. C'est au cours de la dernière période de cette « guerre » que l'instrumentalisation de la religion dans la géopolitique internationale a pris une ampleur encore plus importante que celle qu'elle avait pu avoir durant la période d'expansion coloniale européenne.

On a pu voir ainsi des conflits à rebondissements multiples, souvent d'une violence extrême et qui ont fini par s'emboîter les uns dans les autres. Loin d'aboutir à un apaisement, la politique des États-Unis et de ses alliés européens, s'exerçant dans le cadre de l'Otan, a entraîné une nouvelle vague de conflits majeurs et particulièrement meurtriers à l'Est de la Méditerranée et jusqu'en Afghanistan, dont on ne sait pas encore jusqu'où ils pourront mener. Des fortes pesanteurs historiques dans les relations russo-européennes et américaines refont surface en Europe centrale et orientale, ainsi qu'au Moyen-Orient, qui pourraient mener à une nouvelle guerre généralisée. C'est bien ce qui apparaît de la crise virulente qui sévit en Ukraine aujourd'hui et qui survient quelques années à peine après la crise en Géorgie. Mais c'est aussi le fond de la crise syrienne, particulièrement violente.

Redistribution du territoire des empires effondrés

On ne peut faire ici l'histoire de ce qui a été « la question d'Orient » tout au long du XIX^e siècle et des très nombreux conflits qu'elle a engendrés. Il s'agit en fait de la lente agonie de l'Empire ottoman mais aussi de celle de l'Empire austro-hongrois, deux empires multiethniques et pluri-religieux, ébranlés par les ambitions européennes de nature coloniale, mais aussi par les idées nationalistes et les idéaux

d'égalité républicaine répandus par la culture européenne depuis l'avènement de la Révolution française.

L'effondrement de ces deux empires dans le contexte de la Première Guerre mondiale va donner lieu à des massacres et déplacements forcés de population dans les Balkans et au Moyen-Orient d'une ampleur inconnue jusqu'ici. Arméniens, Grecs, Assyriens chrétiens seront les premières victimes de cette réorganisation territoriale mais aussi une partie importante des populations de souche turque vivant dans les Balkans depuis les conquêtes ottomanes du XV^e siècle. Une autre partie des peuples balkaniques est encouragée durant la guerre à former le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes ; qui se transformera par la suite en République fédérale de Yougoslavie, incluant aussi le Kosovo et la Macédoine. Sous le régime du maréchal Tito après la Seconde Guerre mondiale, cette fédération deviendra un État puissant et respecté dans l'ordre international. L'aide des puissances européennes à la mise sur pied de cet État dès 1917 a été motivée par le désir de faire barrage à l'extension de la puissance de la Russie tsariste ou celle de l'Empire austro-hongrois. Trois quarts de siècle après, l'URSS ayant disparu, la Yougoslavie sera démantelée dans un bain de sang appauvrissant considérablement ses populations.

Du côté turco-ottoman, grâce à l'action militaire énergique de Mustapha Kemal, l'unité du territoire anatolien est sauvegardée et les troupes alliées vont évacuer tout ce territoire, ce qui entraîne le génocide arménien et d'effroyables déplacements forcés de populations. La Turquie modernisée à pas de géant par Kemal devient un État fort et respecté au Moyen-Orient, puis intègre l'Otan après la Seconde Guerre mondiale.

C'est dans les ex-provinces arabes de l'Empire ottoman que vont se mettre en place les éléments des désordres et violences futures dont pâtissent encore les sociétés arabes. Contrairement aux vœux des populations de ces provinces aspirant à retrouver l'unité et la souveraineté ⁽¹⁾, la région arabe sera balkanisée en plusieurs entités soumises à la gestion de la France et de l'Angleterre qui achèvent ainsi de coloniser tout le monde arabe, colonisation commencée en 1843 par celle de l'Algérie. Il y a donc eu dans ce cas un déni d'autodétermination, contrairement aux fameux principes wilsoniens. De plus, dans l'instrumentalisation du religieux, la naissance d'un foyer national juif, vieux rêve géopolitique européen pour élargir son influence sur l'Orient arabe, sera inscrite dans l'ordre international par le mandat sur la Palestine que donne la Société des Nations à l'Angleterre, en base de la célèbre Déclaration de Balfour de 1917 par laquelle le gouvernement anglais promet à l'un des notables de la communauté juive anglaise (Lord Rothschild) la création d'un « Foyer national » juif en Palestine, notion inconnue du droit international.

(1) Ainsi qu'exprimés devant la Commission d'enquête américaine, nommée par le président Wilson, dite Commission King-Crane du nom des deux professeurs qui ont dirigé cette commission (voir à ce sujet notre ouvrage *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, 2002) ; ainsi que Harry H. Howard, *An American Inquiry in the Middle East, The King-Crane Commission*, Khayat, Beyrouth, 1963.

Fort potentiel conflictuel et conflits à répétition au cœur du Levant

Les germes de toutes les discordes et conflits seront ainsi plantés par les puissances alliées durant les années qui suivent la Grande Guerre. On peut le rappeler comme une litanie tragique.

Émeutes en Palestine contre l'immigration juive, notamment au début des années 1920 puis de 1936 à 1939 ; partage de cette terre par les Nations unies en 1947 puis guerre israélo-arabe de 1948, suivie de l'expédition tripartite de Suez en 1956 (Israël, France et Grande-Bretagne) contre l'Égypte nassérienne et nationaliste arabe, puis l'attaque israélienne de juin 1967 et l'occupation par l'armée israélienne de toute la Palestine, du Sinaï et des hauteurs du Golan syrien ; attaque conjointe syro-égyptienne en octobre 1973 pour tenter en vain de déloger l'armée israélienne occupante du Golan et du Sinaï. Toujours dans le sillage de ce conflit et comme exécutoire à sa non-résolution par évacuation des territoires palestiniens, syriens et libanais occupés par Israël, c'est la longue guerre du Liban de 1975 à 1990 qui entraîne l'occupation d'une large partie du Sud du Liban en 1978, puis invasion de la moitié du Liban, y compris sa capitale Beyrouth, par l'armée israélienne en 1982 sous prétexte d'éradiquer la présence armée palestinienne au Liban. Enfin, la mise sous condominium saoudo-syro-américain du Liban par l'accord de Taëf (1989) jusqu'en 2005, incarné par la figure de Rafic Hariri assassiné cette année-là, ce qui entraîne successivement le retrait des troupes syriennes, puis l'attaque israélienne sur le Liban dans le but d'éradiquer le *Hezbollah* au cours de l'été 2006 et le renforcement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), mise en place en 1978 au Sud du Liban, mais qui n'était pas parvenu alors à obtenir l'évacuation complète des troupes israéliennes ayant envahi une large bande de territoire libanais frontalier de l'État d'Israël.

Violences de la décolonisation et celles nées du conflit irako-iranien

Du côté des conflits de décolonisation, on doit compter la longue guerre d'Algérie entre la France et le FLN qui entraîne l'armée française en 1956 dans l'expédition de Suez contre l'Égypte dans l'espoir qu'elle provoquerait la chute du président Nasser et la fin du soutien égyptien à la « rébellion » algérienne.

Dans la péninsule arabique, ce sont les mouvements de résistance à la présence anglaise, notamment dans la région du Dhofar.

À la périphérie du monde arabe, on peut mentionner le conflit de Chypre et la division de l'île en deux parties, l'une grecque l'autre turque, résultat des manœuvres anglaises pour continuer d'y maintenir sa présence militaire. Mais aussi le conflit sur l'ex-Sahara espagnol, héritage du colonialisme de l'Espagne qui éclate en 1974, lors du retrait des troupes espagnoles.

Mais la liste des violences ne s'arrête pas là. La Révolution iranienne de 1979, confisquée par les religieux au détriment des partis laïcs, se veut l'héritière d'un anti-impérialisme flamboyant. Avec la prise de l'ambassade américaine à Téhéran, l'Iran devient la bête noire de l'Occident. Saddam Hussein, le dictateur irakien dans les bonnes grâces des puissances occidentales se laisse entraîner en 1980 dans la folle entreprise d'envahir l'Iran dont l'idéologie déstabilise les monarchies et principautés exportatrices de pétrole dans la Péninsule arabique. L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 est une retombée de cette longue guerre irako-iranienne. Il en résultera deux guerres dévastatrices organisées par les puissances occidentales contre l'Irak, en 1991 puis en 2003 lorsque ce pays est envahi par l'armée américaine épaulée par des bataillons d'autres armées occidentales. Depuis, la violence n'a pas cessé de déchirer et d'appauvrir l'Irak, en dépit de sa richesse pétrolière.

Tensions et interventions post-guerre froide

En fait, il est clair que l'effondrement de l'URSS n'a nullement apaisé les diplomaties occidentales qui deviennent de plus en plus musclées au fur et à mesure de l'adhésion à l'Otan des États d'Europe centrale libérés du joug soviétique et du déploiement de bases de missiles le long des frontières de ces pays, contiguës ou proches de la Fédération de Russie. Alors qu'on aurait pu penser que le Pacte de Varsovie dissous, l'Otan perdrait sa raison d'être, c'est à l'inverse que l'on assiste. L'Otan s'élargit et se renforce en bordure du territoire de la Fédération de Russie. L'« *hubris* » occidental, contenu durant la guerre froide, semble revenir en force.

C'est ainsi qu'en 2011, lorsque les révoltes arabes éclatent, on assiste encore à des interventions massives sous couvert de l'Otan, en Libye puis, sous d'autres formes, en Syrie. Les États-Unis et leurs principaux alliés militaires européens vont trouver de nouveaux partenaires dans leurs entreprises au Proche-Orient arabe. L'Arabie saoudite et le Qatar, bien loin d'être des exemples de démocratie, mais aussi la Turquie, vont s'investir dans les renversements de régimes par l'envoi de combattants islamiques de toutes les nationalités au nom de la démocratie et des droits de l'homme à faire respecter dans ces deux derniers pays : vieille technique depuis la première guerre d'Afghanistan (1979-1989) contre la présence soviétique d'alors dans ce pays. Depuis, ce malheureux pays est livré à une guerre civile permanente, tout comme le sont à des degrés divers l'Irak, la Libye ou la Syrie. Combien de temps le Liban pourra-t-il encore résister aux vents de déstabilisation violente chez ses voisins ?

Un résultat critique et des risques endémiques

Le bilan objectif de ces politiques occidentales est plutôt consternant, que ce soit au Levant arabe ou aujourd'hui en Ukraine au bord de la guerre civile, elle aussi. L'instrumentalisation irresponsable des identités et sous-identités religieuses (telles celles entre Sunnites et Chiïtes ou Alaouites) ou de certaines spécificités ethniques relatives (russophones et non-russophones) cachent mal une politique de

puissance souvent peu réfléchie et qui ne fait qu'entraîner du côté russe – et accessoirement chinois – des réactions tout à fait prévisibles, comme en Crimée, base navale majeure de la Russie.

Comment comprendre au XXI^e siècle la logique de ce retour de la vieille hantise européenne du XIX^e siècle d'un accès russe aux mers chaudes (la Méditerranée en tête) ? Cet accès n'est-il pas légitime, la frontière de la Russie étant si proche de la Méditerranée, surtout lorsque cette mer est aujourd'hui presque exclusivement dominée par les États-Unis situés à plusieurs milliers de kilomètres, une mer qui ne constitue donc pas un espace vital pour la puissance américaine ?

Question plus cruciale encore, quel sera le sort de l'idée démocratique dans toutes zones de tempêtes au Moyen-Orient, lorsque l'on constate que les États-Unis et leurs alliés européens ont depuis des décennies pour alliés principaux, hors d'Europe, trois États à forte prétention à représenter une religion, à savoir l'Arabie saoudite, le Pakistan et Israël ? Après l'échec de l'invasion de l'Irak et face au renforcement de l'influence régionale de l'Iran, une politique américano-saoudienne conduisant à une guerre permanente entre Sunnites et Chiites au Moyen-Orient est-elle été bien raisonnable ⁽²⁾ ? De même, l'extension permanente du fondamentalisme islamique armé dont les sources idéologiques se trouvent largement en Arabie saoudite et au Pakistan depuis la guerre froide ne constitue-t-elle pas un danger permanent pour la stabilité de la région ? Enfin, la spoliation durable des droits palestiniens aux yeux du droit international, par un allié majeur des « grandes démocraties », l'État d'Israël, n'est-il pas un élément additionnel qui ajoute aux innombrables sources de tension ? Le droit international peut-il être à géométrie variable et orienté par des considérations religieuses qui lui fait perdre le caractère laïc qu'il doit nécessairement avoir ?

*
**

Une analyse neutre, débarrassée de toute idéologie et du poids de l'histoire coloniale du XIX^e siècle, est seule susceptible de calmer un jeu géopolitique devenu sans horizons et sans règles et qui peut exploser à n'importe quel moment en conflits encore plus vastes et plus sanglants que ceux que nous connaissons actuellement.

Déjà à l'issue de la guerre 1914-1918, le grand historien britannique Arnold Toynbee dans un ouvrage substantiel, mais passé sous silence, avait affirmé qu'il n'y avait pas de question d'Orient mais exclusivement une question d'Occident en Orient ⁽³⁾. Cette affirmation mériterait que tous les décideurs européens et américains s'y arrêtent pour mieux évaluer, à tête reposée, le résultat de leurs politiques à l'Est de la Méditerranée et en Europe centrale et orientale, devenus un arc des tempêtes et un champ de mines qu'il convient de désamorcer le plus rapidement possible.

(2) Cette politique a été fort bien analysée après enquête minutieuse du très respecté journaliste américain, Seymour Hersch, dans *The New Yorker*, mars 2007.

(3) *The Western Question in Greece and Turkey. A study in the Contact of Civilization*, Constable and Company Ltd., Londres, 1922.